

NOTRE FACE AU
AVENIR CHANGEMENT
COMMUN CLIMATIQUE

Conférence scientifique internationale - UNESCO, UPMC et ESA - 7-10 juillet 2015 - Paris

RAPPORT D'ACTIVITÉ

SOMMAIRE



Page de couverture :
Séance plénière, 7 juillet 2015, UNESCO

Ci-dessus et page 2
Séance plénière d'ouverture, 7 juillet 2015, UNESCO
Hervé Le Treut
Jean Jouzel

Najat Vallaud-Belkacem, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*
Ségolène Royal, *Ministre de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie*
Michel Jarraud, *Secrétaire Général, Organisation météorologique mondiale*, et représentant de Ban Ki-Moon, *Secrétaire Général des Nations Unies*
Flavia Schlegel, *Sous-Directrice générale pour le Secteur des sciences exactes et naturelles, UNESCO*



OUR UNDER
COMMON CLIMATE
FUTURE CHANGE

2 **UNE LARGE MOBILISATION DES SCIENTIFIQUES
EN AMONT DE LA COP21**

3 Extraits de la Déclaration finale

4 Pourquoi cette conférence ?

5 Objectifs de la conférence

6 Chiffres-clés et faits marquants

8 **DU DIAGNOSTIC AUX SOLUTIONS
SCÉNARIOS ET OPTIONS POUR L'ACTION**

Bilan des sessions scientifiques

16 **LA CONFÉRENCE EN LIEN AVEC LE TERRAIN**

17 Bilan des évènements satellites

18 Sessions de dialogue avec les acteurs

20 **MÉDIAS ET RÉSEAUX SOCIAUX INVESTISSENT
LA CONFÉRENCE**

21 Bilan communication

23 Couverture médiatique

24 **UNE CONFÉRENCE SUR FONDS PUBLICS**

Bilan financier

26 **LES COMITÉS**

28 **LES PARTENAIRES**

UNE LARGE MOBILISATION DES SCIENTIFIQUES EN AMONT DE LA COP21



LA SCIENCE LIVRE LES FONDEMENTS POUR DES DÉCISIONS AMBITIEUSES LORS DE LA COP21 ET AU-DELÀ

Déclaration finale (extraits) - 10 juillet 2015

Le principal objectif de la COP21 est d'instaurer un cadre de coopération entre gouvernements destiné à assurer une croissance constante de l'ambition individuelle et collective en vue de relever le défi du changement climatique. Le nouveau régime de gouvernance climatique doit renforcer la confiance, soutenir la mise en œuvre des politiques et des mesures, maximiser les bénéfices de la coopération internationale et consolider la prise de conscience qu'un nouveau modèle de développement est en train d'émerger. Il ne s'agit plus seulement pour les scientifiques d'évaluer les risques et les possibilités d'action, mais aussi de plus en plus de concevoir et faciliter l'engagement dans des voies de transition vers des économies et des sociétés durables et résilientes. [...]

Le changement climatique est un défi majeur du 21^e siècle. Ses causes sont profondément ancrées dans la façon dont nous générons et utilisons l'énergie, produisons nos aliments, aménageons les territoires et consommons plus que nécessaire. Ses effets sont susceptibles d'affecter toutes les régions de la Terre, tous les écosystèmes et de nombreux aspects des activités humaines. Les solutions exigent un engagement audacieux envers notre avenir commun. [...]

Pour limiter le réchauffement à 2°C, les émissions de gaz à effet de serre devront être nulles, voire négatives à la fin du siècle. [...]

L'année 2015 s'avère être cruciale pour réaliser des progrès. Or, les opportunités pour mettre en œuvre des solutions économiquement viables offrant une perspective raisonnable de limiter le réchauffement diminuent rapidement. [...]

La science constitue le socle sur lequel il convient de s'appuyer pour prendre des décisions avisées et éclairées lors de la COP21 et dans la période qui suivra. Répondre au défi que pose le changement climatique exige de l'ambition, du dévouement et de la volonté, non seulement de la part de la communauté scientifique, mais aussi de la part des gouvernements, du secteur privé et de la société civile. [...]

Nous, au sein de la communauté scientifique, nous engageons résolument à analyser tous les aspects du problème, à orienter l'agenda de la recherche vers les options associées aux solutions, à informer le public et à soutenir le processus politique.

Le comité scientifique
présidé par Chris Field

Les présidents du comité
d'organisation et du haut comité :
Hervé Le Treut et Jean Jouzel

Les organisateurs internationaux :
UNESCO, Future Earth
et le président de l'ICSU

La version intégrale de la déclaration finale est à retrouver en ligne <http://www.commonfuture-paris2015.org/>



La conférence scientifique internationale *Notre avenir commun face au changement climatique* s'est tenue à l'UNESCO, à l'Université Pierre et Marie Curie (Paris) et à l'ESA en juillet 2015. Elle a été organisée sous l'égide du Conseil international pour la science (ICSU), de Future Earth, de l'UNESCO et des grandes institutions scientifiques françaises, avec le soutien du gouvernement français et le label COP21.

Cette conférence de quatre jours a été le plus grand forum réunissant la communauté scientifique avant la 21^{ème} Conférence des Parties à la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (COP21), qui sera accueillie par la France en décembre 2015 (Paris Climat 2015). En s'appuyant sur les résultats du 5^{ème} rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), la conférence a abordé des questions essentielles associées au changement climatique dans le contexte plus large des changements planétaires. Elle a permis de débattre de solutions potentielles, tant pour l'adaptation que pour l'atténuation des changements climatiques. La conférence a également encouragé des manifestations satellites dans le monde entier et organisé des sessions de dialogue avec des acteurs, en partenariat avec certains d'entre eux.

POURQUOI CETTE CONFÉRENCE ?

Le principal objectif de la COP21 est d'instaurer un cadre de coopération destiné à assurer une croissance constante de l'ambition individuelle et collective des gouvernements qui auront préalablement présenté leurs contributions. Le nouveau régime de gouvernance climatique est censé renforcer la confiance, soutenir la mise œuvre des politiques et mesures, maximiser les bénéfices de la coopération internationale et amener tous les acteurs à prendre conscience qu'un nouveau modèle de développement, sobre en carbone et résilient au changement climatique, est en train d'émerger.

Pour les scientifiques, la question s'est progressivement déplacée de la consolidation des bases scientifiques pour l'évaluation des risques et des possibilités d'action à la définition de la forme que les actions peuvent prendre afin de s'engager dans la transition nécessaire vers des économies et des sociétés adaptées et sobres en carbone. Quant aux acteurs, la question désormais n'est plus pourquoi il faut agir, mais comment.

La communauté scientifique, à travers des partenariats avec toute une série d'acteurs, joue un rôle décisif dans la définition de notre futur commun face au changement climatique. En effet, les chercheurs identifient des innovations et des scénarios d'avenir durable potentiels à différentes échelles de temps et d'espace, conçoivent et évaluent des solutions et des politiques et des mesures pertinentes et cohérentes, renforçant ce faisant la crédibilité de l'accord de Paris.

La conférence a été organisée dans le but de permettre aux scientifiques, aux acteurs et au grand public de faire le bilan des connaissances existantes, d'explorer, d'identifier et débattre des solutions novatrices, et ce faisant, de préparer un régime ambitieux de gouvernance climatique après 2015.



LES PRINCIPAUX OBJECTIFS DE LA CONFÉRENCE

Fournir un état des connaissances scientifiques sur le changement climatique, un an après la diffusion du 5ème rapport d'évaluation du GIEC (AR5) : bases physiques du changement climatique, impacts, adaptation et vulnérabilité, atténuation et scénarios. Une attention particulière a été accordée à l'explication, la traduction et la diffusion des principaux résultats de l'AR5 et aux principaux développements subséquents. Cette conférence fut l'occasion de progresser dans la compréhension des interactions multiples entre le changement climatique, la géosphère, la biosphère et les sociétés humaines, à diverses échelles spatiales et temporelles. Une attention particulière a été donnée à la recherche transdisciplinaire et à l'émergence de concepts.

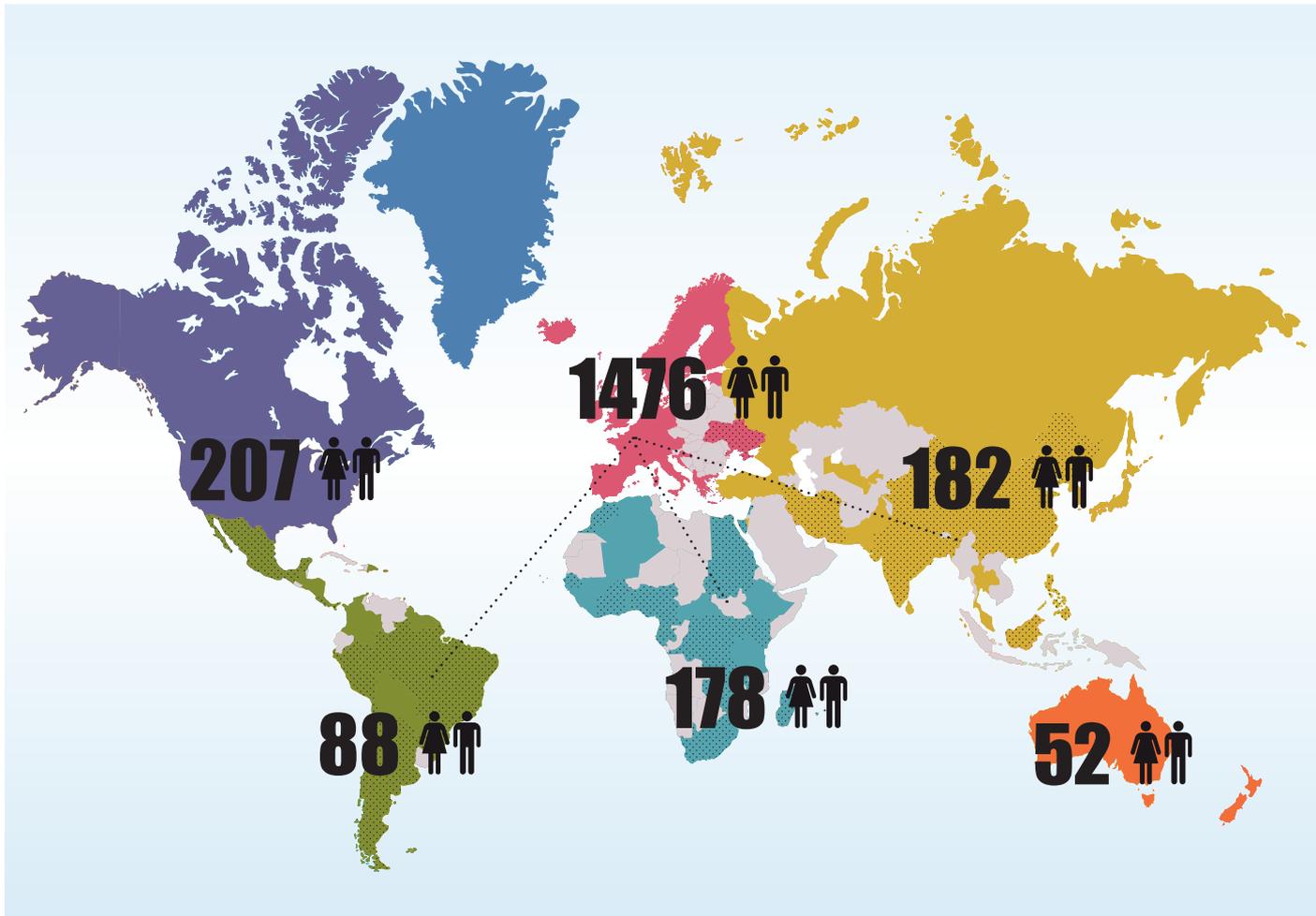
Explorer un vaste éventail de chemins combinant l'atténuation et l'adaptation au changement climatique avec le développement durable. Sur la base des prévisions et des scénarios, la conférence a débattu des incertitudes, a identifié les domaines de consensus et les controverses tout en faisant le point sur les nombreuses connexions avec les enjeux de développement et d'environnement dans une grande variété de contextes locaux, nationaux et régionaux.

Évaluer le potentiel de solutions aux défis posés par le changement climatique scientifiquement fondées. Les fondements scientifiques ont été évalués en vue d'explorer un grand ensemble de solutions potentielles de diverses natures (technologiques, sociales, institutionnelles, organisationnelles, notamment mais pas exclusivement, considérées isolément ou en association) à certains défis du changement climatique. Les solutions potentielles ont été analysées en lien avec les enjeux plus larges du développement durable, de la protection de l'environnement, de l'équité et de la diversité culturelle.

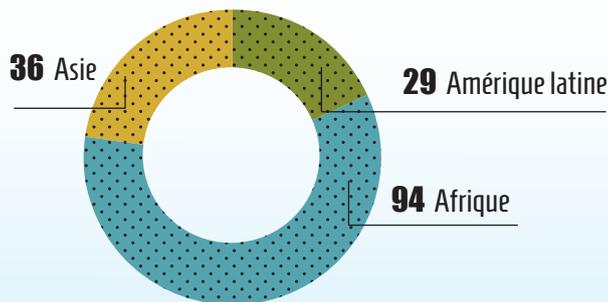
Contribuer à un dialogue entre la communauté scientifique et la société. En amont de la COP21, la conférence a proposé à l'ensemble des acteurs (négociateurs, décideurs, entreprises, ONG, grand public) un panorama actualisé des connaissances que la science peut offrir sur le changement climatique ainsi que sur les différents moyens de le combattre. Dans l'optique de l'agenda post-2015, la Conférence a proposé également un espace où les scientifiques, les décideurs, les entreprises et les ONG ont pu débattre de l'agenda de la recherche pour les années à venir (lors de la conférence ainsi que dans le cadre des manifestations satellites organisées par des acteurs).

2 200 PARTICIPANTS 95 PAYS 5 CONTINENTS

CHIFFRES CLÉS ET FAITS MARQUANTS



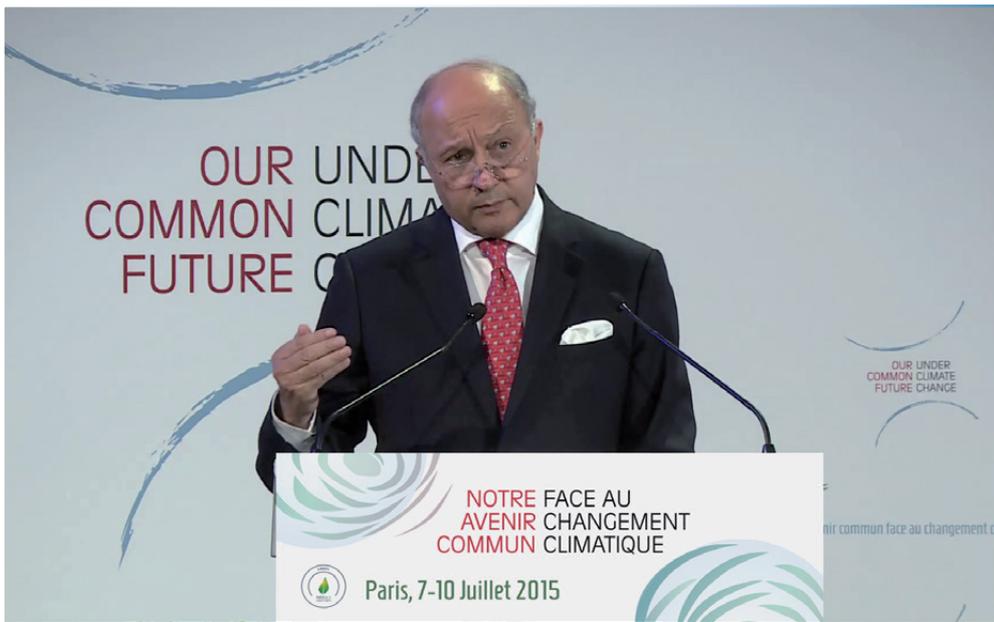
159 CHERCHEURS DES PAYS DU SUD SOUTENUS PAR LA CONFÉRENCE*



* provenance des chercheurs concernés indiquée en tramé sur la carte ci-dessus

4 JOURS
DE CONFÉRENCE
SUR 3 SITES
PARISIENS
UNESCO, UPMC, ESA





Laurent Fabius, ministre des Affaires étrangères et du Développement international - Tribune de l'UNESCO - Séance de clôture - 10 juillet 2015

3 MINISTRES
1 SECRÉTAIRE
 D'ETAT
 DE NOMBREUX
 REPRÉSENTANTS
 DIPLOMATIQUES
 ET DÉLÉGATIONS
 POLITIQUES
 FRANÇAISES ET
 ÉTRANGÈRES

143
 SESSIONS PARALLÈLES
20 GRANDES
 SESSIONS PARALLÈLES
4 SESSIONS PLÉNIÈRES

75
 ÉVÈNEMENTS
 SATELLITES

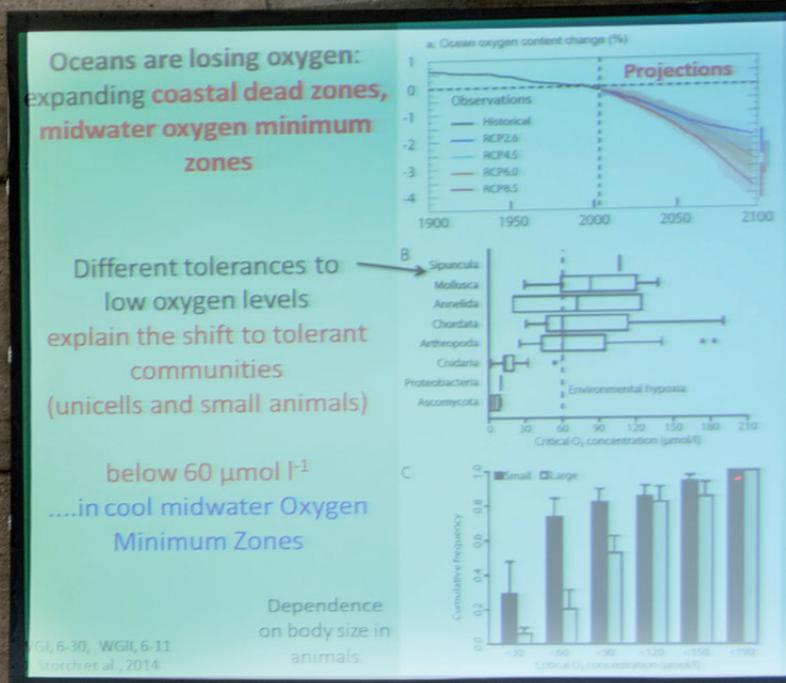
7
 SESSIONS DE
 DIALOGUE AVEC
 LES ACTEURS

22 000 TWEETS
 RELAYÉS SUR 22 MILLIONS
 DE COMPTES
5 000
 CONTRIBUTEURS

148
 JOURNALISTES
 DONT **45%**
 DE CORRESPONDANTS
 ÉTRANGERS



DU DIAGNOSTIC AUX SOLUTIONS, SCÉNARIOS ET OPTIONS POUR L'ACTION



UNESCO

Panel of experts seated at a long table on the stage, with a camera operator in the foreground.



BILAN DES SESSIONS SCIENTIFIQUES

LES SCIENCES DU CLIMAT

Les grandes sessions parallèles concernant le diagnostic global ont touché des points cruciaux pour les décisions à venir :

- Les incertitudes liées aux « tipping points » ou points de basculement potentiels du système climatique – il peut s’agir par exemple de mortalité de la forêt, de fonte accélérée des grands glaciers polaires, de rejets massifs de méthane – affectent de manière considérable l’amplitude des risques climatiques auxquels nous sommes confrontés. **Une surveillance de la planète focalisée sur ces dangers est très probablement possible et constitue à la fois un enjeu majeur pour nos sociétés, et un domaine de recherche prioritaire pour les années à venir.** Cette surveillance de la planète, dans la mesure où elle porte sur des événements rares, doit être étroitement articulée avec la compréhension nouvelle que nous pouvons tirer des climats du passé et des événements similaires qui ont pu s’y produire.

Si les contributions faites par les Etats en amont du sommet de Paris sur le climat, les « Contributions prévues déterminées au niveau national (CPDN) », témoignent d’ambitions réelles et d’efforts qui méritent d’être pris en compte, elles n’en constituent pas moins qu’un premier pas. Là aussi l’effort de suivi et de diagnostic que peut faire la communauté scientifique est essentiel pour accompagner l’action post-COP21.

Les différentes sessions parallèles qui ont complété ce panorama ont largement abordé le thème de l’adaptation. Il s’agit là désormais d’un thème fort des négociations climat, qui induit un effort de recherche nouveau, dédié, difficile et en évolution rapide.

Certains peuvent y inclure un effort de recherche sur la géo-ingénierie par gestion des flux solaires (réflexion du rayonnement solaire par épandage de particules, par exemple), mais la session consacrée à ce thème a montré qu’il s’agissait d’une technique d’action directe sur le climat à la fois dangereuse et inefficace, qui n’apporte pas de solution au problème de changement climatique – au contraire des techniques de capture du carbone qui seront nécessaires dans les prochaines décennies et se développent de manière trop lente.

Les besoins de recherche mis en avant pour aborder l'adaptation touchent plusieurs autres domaines assez différents.

Il devient en effet nécessaire de :

- Bien comprendre la variabilité naturelle, qu'elle soit externe (volcanisme) ou interne (couplages océan-atmosphère) au système climatique, puisque le dérèglement lié aux activités humaines s'appuie sur celle-ci. Il s'agit en particulier de déterminer les bons indices qui traduisent l'impact des gaz à effet de serre sur cette variabilité naturelle. **Il faut aussi continuer à développer les méthodes d'attribution qui permettent de décrire la part anthropique des changements en cours et les rétroactions majeures (vapeur d'eau et nuages, modification des surfaces, cycle du carbone) qui peuvent les amplifier.**
- Accorder une très grande importance à la surveillance de la planète, avec un rôle clé des données spatiales qui fournissent la moitié des observations nécessaires, mais aussi en développant un lien accru entre disciplines scientifiques et en favorisant une mise en synergie active des données de différents types.
- Mettre en place les systèmes de services climatiques qui permettront aux différentes composantes de la société civile de s'approprier l'enjeu climatique, et d'utiliser la notion de risque climatique dans des processus de décision à tous niveaux. **Ce besoin s'articule avec celui d'accorder un rôle majeur à l'éducation, éducation qui est l'une des composantes essentielles de la lutte contre les changements climatiques et doit constituer une vraie formation à la complexité des choix à venir.**

RESSOURCES NATURELLES, BIODIVERSITÉ, AGRICULTURE ET ALIMENTATION

En plénière, l'étendue de l'empreinte actuelle du changement climatique sur le vivant dans les océans et à la surface terrestre a été montrée, puis la cohérence des scénarios de la biodiversité d'une part, et des scénarios du climat d'autre part, a été discutée.

L'état de l'art concernant les interactions entre changement climatique, surfaces continentales et océans a été présenté au cours de deux sessions parallèles en montrant l'ampleur des couplages entre dynamiques des écosystèmes et des milieux, forçage radiatif de l'atmosphère et dynamiques du climat.

Les trajectoires couplées de la sécurité alimentaire et de la sécurité pour l'eau ont été dessinées pour des scénarios tendanciels d'émission de gaz à effet de serre et pour des scénarios de stabilisation du climat, en analysant les stratégies d'adaptation et leurs limites dans des contextes régionaux contrastés. Ont également été mis en évidence les impacts du changement climatique sur les changements d'usage des sols causés par l'agriculture, et sur les usages de la biomasse, soulignant ainsi le caractère intégré des enjeux climat - biodiversité - eau - bio-économie et sécurité alimentaire.



Christina VOIGT - Grande parallèle, 8 juillet 2015, UNESCO

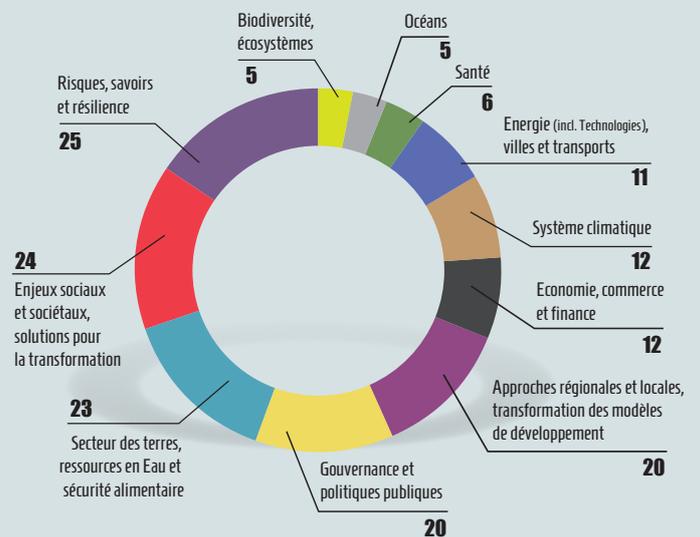
Enfin, les synergies et les antagonismes entre stratégies d'adaptation et d'atténuation à l'échelle des paysages ont été discutés, et le potentiel de stratégies adaptatives de gestion des écosystèmes et de conservation de la biodiversité illustré. Dans ce domaine, la conférence est allée nettement au-delà des connaissances synthétisées dans le dernier rapport du GIEC en montrant l'ampleur des interactions entre secteurs et en portant une pensée scientifique visant à considérer de manière intégrée les questions d'adaptation, d'atténuation et de conservation, visant à la fois la sécurité des populations humaines et des ressources naturelles dont elles dépendent. Malgré des difficultés méthodologiques considérables, les communautés scientifiques concernées ont montré leur capacité à fournir une représentation intégrée, qui souligne les risques systémiques d'un réchauffement rapide pour les sociétés humaines. S'agissant de l'adaptation, la conférence a en particulier été l'occasion d'aborder la valorisation des savoirs et des valeurs des acteurs locaux, misant sur la décentralisation des décisions, sur l'équité et sur l'éducation.

Vingt-cinq sessions parallèles, conçues chacune comme un lieu d'interface entre des communautés scientifiques portant les mêmes enjeux, mais issues de disciplines contrastées, ont été consacrées aux risques et à leur gestion, aux projections, aux rétroactions, à l'adaptation et à la résilience, ainsi qu'aux politiques sectorielles dans le domaine des ressources naturelles, des milieux et de leur gestion par les activités humaines. Les rapports de ces sessions ne suggèrent pas de solutions facilement généralisables, même si plusieurs pistes méthodologiques sont partagées (analyses de la vulnérabilité, de la capacité d'adaptation, anticipation des risques...). Ces rapports tissent une trame complexe d'interactions locales, variables selon les régions et les biomes, et reliant les variables climatiques, les risques associés, les rétroactions sur le climat, les politiques et les réponses des acteurs. Ces interactions sont décrites à partir d'études de cas, souvent modélisées au plan biophysique, plus rarement au plan socio-économique.

Des fronts inédits apparaissent, par exemple en ce qui concerne les interactions entre le climat, les marchés agricoles, les régimes alimentaires et les maladies métaboliques. De nombreux exemples d'événements extrêmes, de non-linéarités, de seuils et de ruptures possibles ont été présentés. Les politiques concernant la déforestation, les bioénergies, l'agriculture, la pêche et la gestion de l'eau ont été discutées à partir d'analyses détaillées de leurs conséquences possibles sur les acteurs locaux, la biodiversité et les services écosystémiques. Les besoins de formation, d'enseignement et de renforcement au Sud des infrastructures d'observation et de recherche ont été fréquemment soulignés.

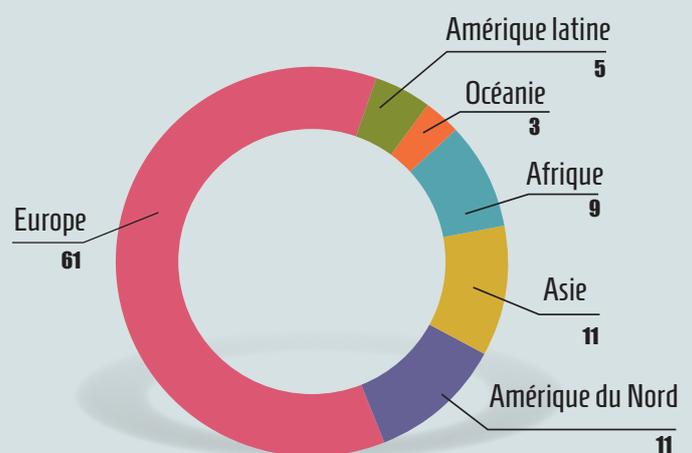
163 SESSIONS SCIENTIFIQUES (hors sessions plénières)

Répartition des enjeux en nombre de sessions



1 800 CONTRIBUTEURS (oraux et posters) DES DIFFÉRENTES RÉGIONS DU MONDE

Origine géographique exprimée en pourcentages



EXPLORER L'ESPACE DES RÉPONSES AUX DÉFIS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

La troisième journée a été l'occasion d'explorer conjointement les solutions en matière d'adaptation et d'atténuation. Des stratégies combinant ces deux volets ont été discutées, notamment pour les villes et pour les écosystèmes agricoles.

Le constat a pu être dressé que des actions étaient déjà mises en oeuvre à un niveau, qui, s'il reste insuffisant par rapport à l'objectif des +2°C, n'est plus anecdotique. En 2014, malgré la croissance de l'économie, les émissions globales de gaz à effet de serre n'ont pas augmenté, alors que précédemment, la stabilité des émissions sur une année ne pouvait être expliquée que par la stagnation de l'économie. Cela révèle le rôle des politiques d'efficacité énergétique ou de la croissance des énergies renouvelables. Cependant, malgré ces efforts, quand on observe les tendances de moyen terme, d'autres facteurs comme la baisse du prix des énergies fossiles conduisent au total à une augmentation de l'intensité carbone de nos économies.

Cet exemple en matière d'atténuation illustre le fait que les solutions, pourtant nombreuses, ne sont encore pas à l'échelle de la transformation profonde des systèmes techniques, économiques et sociaux qui serait nécessaire pour rester dans la limite des 2°C. De la même manière et dans de nombreux cas, les actions en matière d'adaptation ne pourront être suffisantes que si elles sont pensées comme de véritables trans-

formations des systèmes économiques et des territoires.

Comment changer d'échelle, et orienter l'ensemble des acteurs économiques et sociaux vers l'atteinte de tels objectifs ? Comment déployer le potentiel d'innovations technologiques et d'innovations sociales ? Construire les institutions permettant de donner un prix au carbone et de stabiliser des objectifs d'atténuation à long terme semble nécessaire, mais insuffisant. Des propositions complémentaires ont émergé durant la conférence, en particulier en plénière : articuler des signaux en matière de prix et d'autres formes de politiques ou de régulation publiques ; identifier et analyser les situations de verrouillage et de dépendance de sentier qui empêchent le déploiement des innovations ; analyser et soutenir le fonctionnement des réseaux d'acteurs porteurs d'innovations ; proposer des mécanismes innovants de financements de la transition vers une économie bas carbone, au-delà du seul Fonds Vert.

RÉDUIRE LES ÉMISSIONS DANS LE SECTEUR DE L'ÉNERGIE

La conférence a permis de discuter en détail des options de réduction des émissions dans le secteur de l'énergie, des stratégies de réduction des émissions à l'échelle de pays entiers, et des instruments de politique publique susceptibles d'induire cette transition.

Sur le premier point, la conférence a été l'occasion de dresser un état des connaissances sur les technologies disponibles, celles en développement (stockage et capture du carbone par





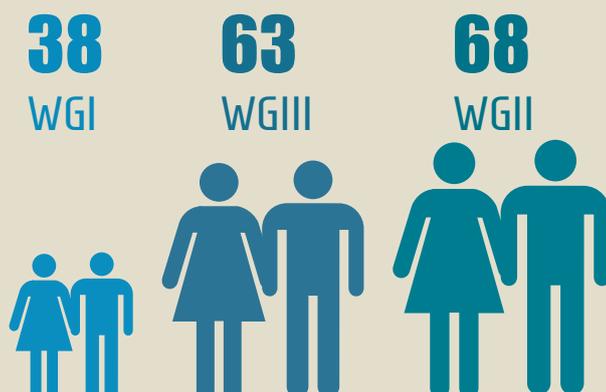
Séance posters, 9 juillet 2015, UNESCO

exemple), ainsi que sur les enjeux et contraintes associés à leur déploiement. Les enjeux et contraintes liés à l'innovation et à la diffusion des technologies ont tout particulièrement fait l'objet de débats, tout comme les actions liées à la demande d'énergie, et en particulier à l'efficacité énergétique.

Sur le second point, la conférence a permis de dresser un bilan des nombreux exercices de prospective sur les stratégies d'atténuation engagés à des échelles nationales ou régionales, en particulier dans l'OCDE et dans les grands pays émergents. La grande diversité des circonstances nationales, des autres enjeux de développement prioritaires et donc des stratégies d'atténuation a été soulignée. L'articulation entre les politiques visant l'atténuation et les politiques visant d'autres objectifs de politiques publiques a été en particulier soulignée, via la thématique des co-bénéfices.

Sur le troisième point, la conférence a rappelé que les outils de politiques publiques existants n'étaient pas suffisants pour induire la transition, et que des politiques supplémentaires étaient nécessaires, tant aux échelles nationales que globales. Parmi les outils de politiques publiques transversaux, l'importance du prix du carbone (implicite ou explicite) a été rappelée à de nombreuses reprises, dès lors que sa mise en place s'inscrit dans un ensemble de politiques et mesures à même de lever les obstacles à l'atténuation. Enfin, partant du constat de l'importance des risques d'investissement associés aux projets bas-carbone et des limites des systèmes de financement actuels, la conférence a exploré les dispositifs innovants permettant d'accroître les flux financiers publics et privés vers ces projets.

**REPRÉSENTATION DES
3 GROUPES DE TRAVAIL
DU GIEC (auteurs coordonnateurs
principaux et auteurs principaux)
parmi les intervenants à la conférence**



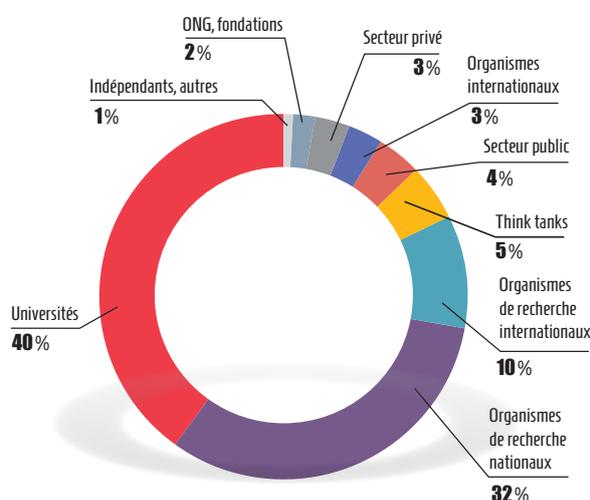
GOVERNANCE ET CONSTRUCTION DE L'ACTION COLLECTIVE POUR LA TRANSFORMATION

Même si la prise de conscience de la nécessité d'agir semble relativement consensuelle et universelle, la somme des actions individuelles reste insuffisante, comme l'illustrent les premiers engagements pris par les gouvernements dans leurs CPDN. Les sessions ont exploré les solutions en matière de coordination internationale.

La question de l'établissement d'un prix mondial du carbone reste confrontée à l'impossibilité politique d'une répartition initiale des quotas d'émissions entre pays, qui rejoint l'enjeu de partage de l'effort sur lequel avait achoppé la négociation de Copenhague. Une combinaison d'approches peut alors être envisagée, pour lesquelles des travaux de recherche sont nécessaires : le développement de marchés de permis d'émissions ou de fiscalités carbone à diverses échelles, et la coordination de ces approches volontaires pour harmoniser le signal envoyé aux acteurs économiques ; la mise en évidence des co-bénéfices en matière de développement des investissements pour le climat, permettant d'inciter à orienter l'immense effort nécessaire en matière de financement du développement vers des investissements bénéfiques pour le climat ; la mise en place de signaux et d'instruments permettant au secteur financier d'identifier les investissements favorables en matière d'adaptation et d'atténuation comme moins risqués que ceux ayant un fort contenu en énergies fossiles ; ou encore la mise en place d'une coordination inter-étatique permettant d'accroître progressivement mais cependant rapidement l'ambition des engagements nationaux.

REPRÉSENTATION DES INSTITUTIONS

en pourcentages des participants



Les chercheurs ont aussi été invités à prendre la mesure des inégalités croissantes auxquelles conduirait un scénario au fil de l'eau, afin de bâtir une meilleure compréhension des enjeux de responsabilité et d'équité, tant d'un point de vue des sciences économiques que de la philosophie politique.

Par ailleurs, les sessions ont montré l'importance de tenir compte de la très grande hétérogénéité des points de vue pour un problème pourtant universellement reconnu comme nécessitant l'action : comment construire une capacité d'action et une stratégie collectives prenant acte du fait qu'il n'existe pas une seule manière de tenir compte des différentes représentations du problème climatique par les communautés locales ou indigènes, les villes, les Etats ou les acteurs transnationaux dans leur diversité? Les apports des sciences sociales s'avèreront essentiels pour comprendre les leviers et les blocages d'une coordination globale issue des acteurs (« bottom up »), aujourd'hui trop lente face à l'urgence du défi climatique.

Plus précisément, plusieurs sessions ont approfondi la réflexion sur la gouvernance et l'action collective. Elles ont notamment porté sur la nécessité que les mécanismes intergouvernementaux reconnaissent l'action des acteurs non gouvernementaux et en garantissent une forme de suivi et de redevabilité, et sur l'amélioration du cadre de coordination internationale en matière d'adaptation (stabilisation de ses principes, clarification de la nature internationale de l'enjeu d'adaptation, reconnaissance du rôle des acteurs privés). Différentes modalités institutionnelles permettant d'articuler entre eux différents niveaux de gouvernance ont été suggérées, afin d'appuyer la mise en œuvre de politiques climatiques innovantes aux échelles locales et nationales, et d'en accroître l'ambition, rapidement bien que progressivement.

Certaines sessions témoignent d'analyses innovantes sur le lien entre santé et changement climatique, réinterrogeant l'ensemble des scénarios à travers une grille d'analyse sanitaire, montrant les co-bénéfices en matière de santé liés à l'atténuation du changement climatique, et offrant ainsi une autre perspective dans l'évaluation générale des risques et des bénéfices de l'action en faveur du climat.

D'autres sessions ont mis l'accent sur l'importance de mieux comprendre les dimensions sociales des trajectoires de transformation des sociétés au regard des dimensions techniques. Ce paramètre importe autant pour les trajectoires de décarbonation de l'économie que pour les trajectoires d'augmentation de l'exposition des sociétés au risque, qui constituent un défi majeur pour les stratégies d'adaptation, trop souvent pensées pour les structures actuelles de nos sociétés :

Our Common Future under Climate Change Notre avenir commun face au changement climatique



Session Plénière, *Responding to Climate Change Challenges*, 9 juillet 2015, UNESCO
Diana Úrge-Vorsatz, Zhu Dajian, Ken Caldeira, Carlos Nobre, Frank Geels, Jean-François Soussana

structure de l'économie, modèles d'urbanisation, infrastructures, qui continueront à évoluer dans les prochaines décennies, et peuvent aggraver l'exposition au risque. En particulier, ces travaux mettent en évidence les situations de verrouillage socio-techniques et de dépendance de sentier qui expliquent les difficultés à changer de trajectoire.

Par ailleurs, les conditions dans lesquelles des réseaux d'acteurs pouvaient permettre l'émergence et le déploiement à grande échelle d'innovations en matière d'atténuation ou d'adaptation ont été analysées. Ces travaux mettent l'accent sur les limites des stratégies d'innovation les plus répandues, qui ne ciblent pas assez certains acteurs comme les PME ou qui n'incluent pas assez les usagers et leurs innovations d'usage à l'amont de l'innovation technologique.

Plusieurs sessions ont abordé l'importance de renouveler les questions d'équité, de justice et d'éthique face au changement climatique, au-delà de la seule question de la responsabilité historique et de l'équité dans le partage de l'effort entre pays. En particulier, des sessions ont mis en évidence des enjeux spécifiques de prise en compte des impacts différenciés du changement climatique sur certains groupes humains (femmes, peuples et communautés indigènes), ou bien des réponses spécifiques que ces groupes peuvent

apporter, tout en mettant en garde contre une approche trop simpliste ou englobante de la mise en politique de ces questions. Un tel écueil ne permet pas, par exemple, de prendre en compte, parmi les femmes, celles qui sont les plus vulnérables. A l'échelle globale également, plusieurs sessions suggèrent que la poursuite de l'accroissement des inégalités au sein des pays impose de compléter les notions de responsabilité historique et de capacités respectives des pays (principe de responsabilité commune mais différenciée de Rio) par de nouvelles représentations de l'équité.

RÉPARTITION DES INTERVENANTS

Homme / Femme



ÉVÈNEMENTS SATELLITES ET DIALOGUES AVEC LES ACTEURS

Renforcer les liens entre les scientifiques et les acteurs engagés dans les solutions et contribuer à l'implication de la société civile en amont de la COP21 ont été deux objectifs majeurs de la conférence.



Les nombreux sujets traités lors de ces événements reflètent la variété des domaines concernés par le changement climatique. Ce nuage de mots fait apparaître les principaux thèmes. La taille des mots illustre l'importance relative de chaque thème (nombre d'événements).

LES ÉVÈNEMENTS SATELLITES

En écho avec la conférence, les évènements satellites ont eu pour but de toucher une audience élargie, faisant ainsi le lien entre science et société.

Entreprises privées, ONG, think tanks, artistes, institutions scientifiques, jeunes scientifiques et organisations d'étudiants ont organisé des évènements satellites à Paris et dans le monde entier.

Pour être labellisés et intégrés au programme de

la conférence, les évènements satellites devaient remplir 3 critères :

- Conformité aux objectifs et au périmètre de la conférence
- Ouverture à la pluralité de points de vue
- Déroulement entre le 1er Juin 2015 et le 15 Juillet 2015 (sauf durant les sessions plénières)



Au total, 75 évènements satellites se sont déroulés dans 20 pays : 62 en Europe et 13 hors Europe : Asie, Afrique, Amérique Latine. 50 ont eu lieu en France, principalement en région parisienne (45).



Des simulations de COP ont mobilisé des jeunes du monde entier à Berlin, Paris, Zürich et Ambovombe (Madagascar).

Conçu et coordonné par les membres de l'association CliMates, le projet « COP in my City » a été mis en œuvre en collaboration avec divers partenaires et des équipes locales.

Expériences personnelles et collectives enrichissantes, ces simulations permettent de prendre conscience des enjeux et de la complexité des négociations climat et offrent de nouvelles opportunités pour l'action climatique portée par la jeunesse.



L'exposition de photographies de l'IFREMER qui s'est tenue cet été à Paris, Brest et Cherbourg, sera également présente sur le site de la COP21 début décembre. Vingt clichés assortis de commentaires et de fiches pédagogiques, illustrent les recherches menées par l'IFREMER sur les liens entre l'océan et le climat et montrent les enjeux d'une meilleure compréhension des mouvements océaniques dans la prévision des changements climatiques.

Toutes les informations concernant les évènements satellites sont disponibles sur le site de la conférence : <http://www.commonfuture-paris2015.org/Side-Events>

LES SESSIONS DE DIALOGUE AVEC LES ACTEURS

Afin de renforcer le dialogue entre les scientifiques et les acteurs engagés dans la lutte contre le changement climatique et d'alimenter le futur agenda de la recherche, des sessions de dialogue ont été organisées durant la conférence. Scientifiques, décideurs publics, étudiants, personnes issues des médias, d'entreprises et d'ONG y ont débattu de sujets spécifiques. Sept sessions se sont tenues selon la règle de Chatham House dans les locaux de l'Agence Spatiale Européenne, à Paris.

Eau en partenariat avec Le Partenariat Français pour l'Eau

L'augmentation de la température, les modifications des conditions météorologiques extrêmes, ou les changements de distribution des précipitations aux échelles locales et globales causés par le changement climatique vont affecter la fréquence, la durée et l'intensité des pluies, la fonte des glaces, le débit des rivières et la qualité de l'eau. Aussi, comment mieux gérer l'eau dans le contexte du changement climatique?

Préciser les critères d'un projet climato-compatible dans le secteur de l'eau était le but de cette session durant laquelle des exemples de projet portés par des industriels ou par des ONG ont été confrontés au regard critique des scientifiques. Si tous les acteurs du secteur de l'eau sont aujourd'hui confrontés à cette question, les méthodes sont hétérogènes et gagneraient à être mises en cohérence.

Education en partenariat avec CliMates

Quels peuvent être les modes d'éducation, de formation, d'instruction et de sensibilisation associés au changement climatique, selon l'âge, le lieu et les conditions de vie?

Le changement climatique augmente la vulnérabilité des enfants. Le droit à l'éducation se trouve menacé par les événements climatiques extrêmes, problématique qui rejoint celle de l'adaptation et des synergies à trouver dans les stratégies de lutte contre la pauvreté et contre le changement climatique.

Réduire les émissions de gaz à effet de serre peut apparaître comme une limitation des droits des individus. A l'école, lieu d'apprentissage des droits comme des devoirs, introduire cette question rejoint celle des valeurs en démocratie.

Acquérir à l'école une culture générale sur le fonctionnement du système climatique et son évolution implique la formation des éducateurs en milieu scolaire et celle des scientifiques à transmettre leurs connaissances et à parler au plus grand nombre. Mais d'autres chemins existent, comme les voies artistique ou littéraire. Très tôt à l'école, le vocabulaire, les métaphores du climat dans les langues, la poésie sont autant de moyens pour approcher le climat comme un « construit » et pas seulement un « donné » du monde qui nous entoure.

Finance en partenariat avec Future Earth

Les risques que fait peser le changement climatique sur les perspectives de développement sont majeurs. Le système économique actuel reposant en grande partie sur les ressources fossiles, il importe de repenser les systèmes financiers pour un développement durable. L'objectif de cette session était d'explorer les solutions à cet égard ainsi que des pistes pour l'agenda de la recherche post-2015.

Sans transformation de l'entreprise en une institution sociale progressiste respectueuse de la nature, des générations futures et du bien commun, il y a peu de chance de créer une planète durable. L'innovation sociale est cruciale pour cette transformation. Les participants de cette session ont confirmé leur engagement à porter le défi de la création de systèmes de financement durables et à soutenir les programmes de recherche-action de nos grandes communautés de recherche et de praticiens.

Médias en partenariat avec Sparknews

La diversité des disciplines représentées dans la conférence met en lumière la complexité du changement climatique ainsi que ses diverses facettes. Pourtant, les médias le traitent aujourd'hui essentiellement à travers le prisme de leurs rubriques sciences ou environnement, ce qui minimise fortement la description des enjeux et leur appréhension par les citoyens. Pourquoi les aspects économiques et politiques du climat sont-ils si rarement analysés par les journalistes ? La session média s'est attachée à en débattre en explorant les pistes de collaboration entre scientifiques et médias.

Traiter de solutions concrètes avec clarté et précision aurait une vertu certaine dans la communication auprès du grand public au regard des mauvaises nouvelles qui garantissent aujourd'hui une meilleure audience. Une approche intégrée du changement climatique, décloisonnant les perspectives, nécessiterait une production de synthèses transversales par les scientifiques. Toutefois, la question du retentissement médiatique et de l'impact politique de certaines informations scientifiques restera un aspect clé la relation entre journalistes et scientifiques, que ceux-ci doivent garder à l'esprit pour progresser.



Santé en partenariat avec l'Institut de Veille Sanitaire

La santé humaine est directement liée aux aspects clés des négociations sur le climat : atténuation, adaptation, financement et capacités de développement. Or, elle est rarement discutée en tant que telle. Scientifiques, décideurs et représentants d'organisations non gouvernementales ont examiné les enjeux climatiques à travers le prisme de la santé humaine et du bien-être, et ont émis les recommandations suivantes :

L'impact sur la santé du changement climatique et des stratégies d'adaptation et d'atténuation doit être explicitement reconnu et pris en compte dans l'élaboration de celles-ci. Ainsi, les épidémiologistes et les experts en santé publique doivent étudier les conséquences sanitaires des politiques climatiques, et des indicateurs de santé destinés à être intégrés dans l'évaluation et le suivi des plans d'adaptation et d'atténuation doivent être élaborés par les chercheurs.

Les professionnels de la santé publique se doivent de proposer une vision d'un monde respectueux de la santé et du climat en lien avec les disciplines et les autres acteurs concernés.

La pertinence des actions d'adaptation locales et de l'autonomisation, dans le cadre de la définition de stratégies bénéfiques pour l'adaptation, l'atténuation et la santé, doit être étudiée. A cet égard, la recherche et la formation doivent être renforcées.

Sécurité alimentaire

en partenariat avec Action Contre la Faim

Une préoccupation majeure de la communauté internationale concerne les impacts du changement climatique sur la sécurité alimentaire. La production agricole est de plus en plus un des secteurs les plus émetteurs en gaz carbonique. Cette session a cherché à faire le point sur les principaux défis que le changement climatique pose en termes de sécurité alimentaire et nutritionnelle et les trajectoires d'innovation pertinentes pour faire face au triple défi de la sécurité alimentaire, de l'atténuation et de l'adaptation.

La session a notamment mis l'accent sur le développement récent de travaux de recherche visant à anticiper l'impact du changement non seulement sur la production agricole et les rendements moyens des principales céréales, mais aussi sur

l'ensemble du système alimentaire, afin de mieux saisir les différents impacts sur la nutrition, et les impacts différenciés sur la situation économique de groupes différents.

De nombreux travaux de recherche sont fondés sur une perspective où les solutions et les innovations doivent être co-construites entre chercheurs et acteurs, notamment les agriculteurs. La recherche peut aider à concevoir de nouveaux réseaux d'innovation, eux-mêmes sources d'une meilleure capacité d'adaptation. Si concevoir des stratégies intégrées d'adaptation et d'atténuation est un défi majeur, évaluer la performance de ces innovations au regard des trois piliers constitue un véritable front pour la recherche, car celles-ci sont souvent spécifiques à des situations particulières. Une approche d'évaluation des performances nutritionnelles de ces systèmes sous contrainte climatique doit aussi être développée, pour rendre compte d'effets multiples (diversification des productions, mais aussi risques sanitaires post récolte et gestion de stocks), en particulier en matière de sécurité nutritionnelle.

Villes en partenariat avec l'Institut pour la Ville Durable

La session a permis de faire le lien entre le Sommet mondial Climat et Territoires qui s'est tenu à Lyon les 1er et 2 Juillet 2015 et la conférence. Lors de la session, il a été rappelé que les habitants des villes et communautés urbaines représentent les deux tiers des habitants de la planète et que les populations urbaines se situent majoritairement dans les zones où les aléas climatiques sont les plus grands. Les villes représentent en outre des moteurs de la croissance économique et sont souvent des lieux d'incubation pour l'innovation sociale et technologique.

Si la déclaration générale du Sommet affirme que l'action territoriale doit être au cœur de la réponse au défi climatique pour que celle-ci soit efficace, une collaboration plus étroite et mieux articulée entre autorités locales et nationales apparaît nécessaire, tout comme entre scientifiques et politiques.

Plus généralement, la démocratisation de la science ainsi que la collaboration responsable des organisations gouvernementales et de la société civile permettront de renforcer la capacité de chacun à participer à la prise de décision et à l'action.



MÉDIAS ET RÉSEAUX SOCIAUX INVESTISSENT LA CONFÉRENCE



RENSEIGNER, NOURRIR ET OUVRIR LES DÉBATS

Une communication digitale axée sur l'utilisation des réseaux sociaux et du web pour atteindre un public plus large, informer l'audience en temps réel et limiter les impressions de documents.

Informer, convaincre, renseigner et susciter les contributions :

- Rappeler aux divers acteurs non-scientifiques que la communauté scientifique joue un rôle majeur face aux défis du changement climatique notamment en proposant des solutions.
- Produire du contenu vulgarisé en lien avec les thématiques abordées pendant la conférence qui soit disponible en ligne avant et après l'évènement.
- Permettre la participation virtuelle d'acteurs n'assistant pas à la conférence.
- Impliquer les participants sur les réseaux sociaux et améliorer leurs capacités de communication.

Une forte implication des acteurs :

- Intense activité sur twitter : 22 millions de comptes à travers le monde.
- Une forte contribution des participants au blog de la conférence et aux comptes rendus des sessions.
- L'application mobile et le programme en ligne ont permis de limiter les impressions des programmes papier tout en offrant des informations mises à jour en temps réel. Près d'un tiers des participants ont téléchargé et utilisé l'application.

Site Web

<http://www.commonfuture-paris2015.org/>

- 60 000 visiteurs depuis mars 2015
- 400 000 pages vues
- 4 minutes = durée moyenne du temps de visite

Blog

<http://www.commonfuture-paris2015.org/Blog.htm>

- 98 articles et interviews entre Mai-Juillet
- 5% trafic du site web – 15 000 pages vues

Twitter

[#ClimatParis2015 #CFCC15](https://twitter.com/ClimatParis2015)

- 2 500 followers
- Pendant la conférence, 22 000 tweets avec #CFCC15 envoyés par 5 000 contributeurs, atteignant 22 millions de comptes. Soit 1 tweet toutes les 6 secondes

Youtube

<https://www.youtube.com/channel/UCQSkqUkg9mB-sipnmYaNArwg/>

- 34 vidéos issues des sessions plénières et grandes parallèles
- Plus de 7 000 vues
- Temps moyen de visionnage : 8'10

Slideshare

<http://slideshare.net/CFCC15>

- 502 présentations PowerPoint
- 50 000 visites

Storify

<https://storify.com/ClimatParis2015>

- 4 résumés journaliers en tweets

Flickr

<https://www.flickr.com/photos/132732276@N08/albums>

- 196 photos des 4 jours de la conférence

Newsletter

- 11 newsletters envoyées à plus de 3 000 abonnés
- Pendant la conférence, 1 newsletter par jour avec les faits marquants
- 50% taux d'ouverture

Programme

- Programme papier en version courte
- Programme complet et interactif en ligne

Application mobile

- 570 téléchargements, 18 000 utilisations

Formation

- Media training de porte-paroles de la conférence
- Ateliers media pour participants volontaires assurés par The Carbon Brief
- Formation de rapporteurs réseaux sociaux : 103 rapporteurs volontaires « media sociaux » parmi les participants à la conférence (blog/twitter)





148 JOURNALISTES - 24 PAYS - 5 CONTINENTS

UNE COUVERTURE MÉDIATIQUE INTERNATIONALE

La conférence évoquée sur les cinq continents, dans les journaux, sur le web, à la radio et à la télévision

Presse écrite/web

20 Minutes La Vie L'Express Le Figaro
 L'Humanité Le Monde Le Parisien Libération
 Le Point Le Soir El Diario El Pais La Vanguardia
 Huffington Post The Guardian La Liberté
 The Daily Nation The Nation The Standard
 Costa Rica Hoy Chronica Mexico El Liberal
 El Comercio Christian Science Monitor
 Science NY Times National Geographic
 Le Devoir The Times of India L'Orient Le Jour

Radios /web

France Inter RFI France Info RTBF
 EFE BBC Radio America
 Radio Habana ABC
 Radio Monte-Carlo Moyen-Orient

Télévision

France 2 France 24 TV5 Monde

Site web d'information

AllAfrica SciDev

La conférence dans la presse spécialisée

Nature National Geographic Science Sciences et Avenir
 Le Journal de l'environnement Médiaterre Terra Eco
 Reporterre

Une bonne couverture de la part des agences

Reuters Bloomberg AFP IPS
 Avant, pendant et en clôture de la conférence

Des dépêches largement reprises sur le web

notamment par la presse régionale
 Groupe Centre France : L'Est Républicain Le Berry
 La République du Centre

La conférence, une plate-forme pour nourrir des sujets d'investigation et de fond

- Série de reportages sur le changement climatique de Roger Harrabin de la BBC diffusés jusqu'à la COP21
- Réalisation d'un documentaire sur Saleemul Huq par Emmanuel Cappellin (ArtLine production), scènes tournées pendant la conférence



Equipe de communication,
 10 juillet 2015, UNESCO



Conférence de presse, 10 juillet 2015, UNESCO, de gauche à droite : Jean Jouzel, Karen O'Brien, Christopher Field, Hervé Le Treut, Laurence Tubiana, Youba Sokona, Jean-François Soussana

De nombreux articles d'annonce parus la veille de l'évènement ou le jour même

- *Scientists point to narrowing gap for averting climate disaster* AFP
- *Les scientifiques chauffent la salle avant la COP21* Libération
- *Le climat met la recherche scientifique en ébullition* Les Echos
- *Paris déjà capitale du climat* La Vie
- *En París, dos mil científicos discuten soluciones frente al cambio climático* El País

Plusieurs sujets sur le bilan de la conférence

- *Paris : la conférence sur le climat s'achève sur une note d'optimisme* RFI
- *Climat : les scientifiques veulent passer du constat à l'action* Afrique Expansion
- *Climat : plaidoyer des scientifiques pour une action rapide et ambitieuse* 24 heures
- *Climate: in Paris, Scientists chart varied paths to a sustainable human relationship with earth's climate* nytimes.com

Focus sur 3 grandes thématiques

Océans et changement climatique

Jean-Pierre Gattuso a été fréquemment sollicité :
Les océans ont-ils un avenir ?
 Sciences et Avenir

Les enjeux économiques du changement climatique

Le Prix Nobel Joseph Stiglitz a fait l'objet de plusieurs interviews dont
Le défi climatique peut renforcer l'économie Le Monde



Changement climatiques et développement des pays du Sud

Carbon capture is a mirage for poor nations SciDev.com
Mombasa Island stands to lose billions if rising sea level is not checked The Standard



MÉDIAS 21, JOURNALISME ET CHANGEMENT CLIMATIQUE

Quatorze journalistes est-africains, trois kenyans, deux tanzaniens, un rwandais et huit malgaches, ont couvert la conférence dans le cadre du projet de formation sur la couverture de la COP21 en Afrique de l'Est : Médias 21, projet mené par l'agence française de coopération médias (CFI) en partenariat avec l'UNESCO. Ils ont interviewé des intervenants majeurs de la conférence qui leur ont livré des clés pour comprendre la question du changement climatique et un éclairage expert sur les problématiques concernant leurs pays.

Le groupe a réalisé une dizaine d'articles dont *The Nation (Kenya) Experts say coal plants bad for health*, *The Standard (Kenya) Kenya among countries yet to commit to reducing greenhouse emissions*, *Le Blog d'une femme curieuse malgache (Madagascar) Pourquoi le changement climatique devrait intéresser Madagascar?* *Dewjiblog (Tanzanie) Research in Africa requires investment to achieve its goals-* Say Dr. Mutabazi from Tanzania, *The New Times (Rwanda) Indigenous knowledge key to climate change adaptation*



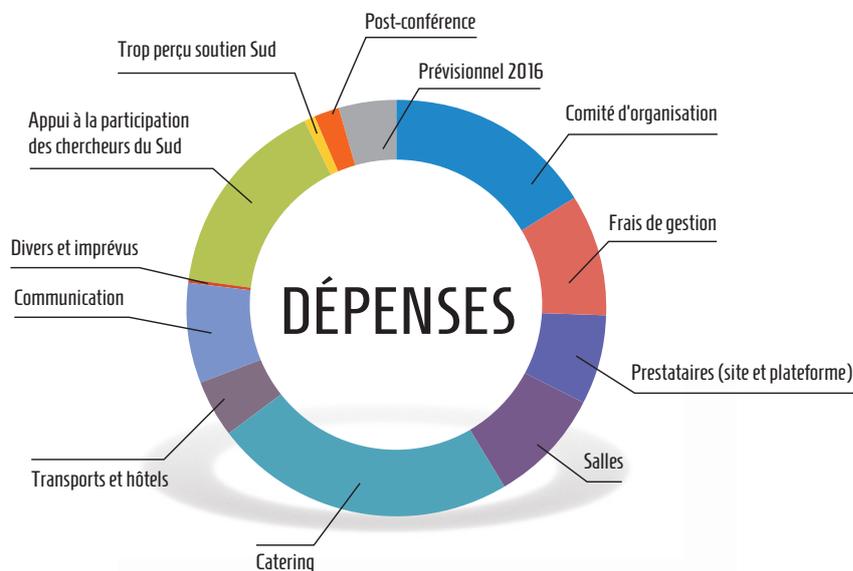
the guardian

The Guardian's Divestment Campaign, 8 juillet 2015, UNESCO

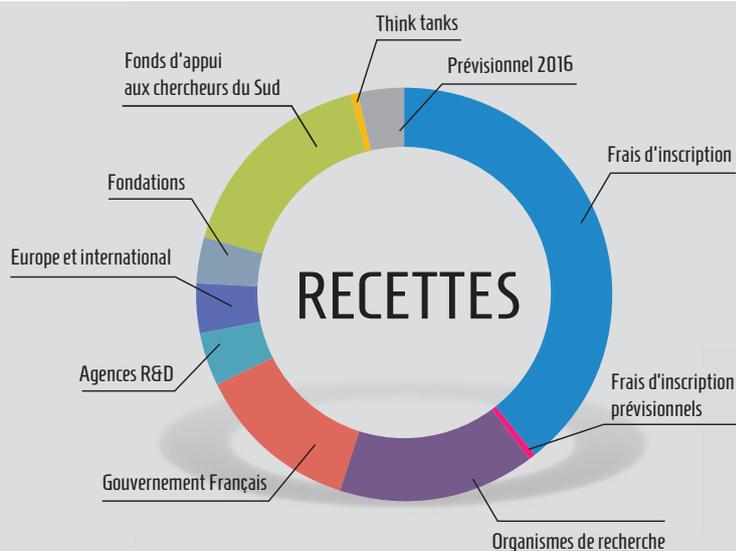
UNE CONFÉRENCE SUR FONDS PUBLICS



Financée à 40% par les frais d'inscription des participants, la conférence a reçu le soutien d'organismes publics français, européens et internationaux. Un fonds spécifique, abondé par les acteurs du développement, a permis la mise en place d'un système de soutien financier aux chercheurs du Sud. La bonne gestion de ces financements a permis de réserver des fonds pour assurer la promotion des messages-clés de la conférence jusqu'à la COP21 ainsi que des actions de capitalisation tout au long de l'année 2016.



| | |
|--|--------------------|
| Comité d'organisation | 290 846 € |
| Frais de gestion | 165 111 € |
| Prestataire (site et plateforme) | 125 561 € |
| Salles | 157 699 € |
| Catering | 411 634 € |
| Transport et hôtels | 79 380 € |
| Communication | 138 723 € |
| Divers et imprévus | 3 119 € |
| Appui à la participation des chercheurs du Sud | 277 132 € |
| Trop perçu Soutien Sud | 15 534 € |
| Post conférence | 33 200 € |
| Prévisionnel 2016 | 77 168 € |
| TOTAL | 1 775 108 € |



| | |
|-------------------------------------|--------------------|
| Frais d'inscription | 695 579 € |
| Frais d'inscription prévisionnels | 13 362 € |
| Organismes de recherche | 271 000 € |
| Gouvernement Français | 225 000 € |
| Agences R&D | 76 000 € |
| Europe et international | 70 000 € |
| Fondations | 59 661 € |
| Fonds d'appui aux chercheurs du Sud | 292 666 € |
| Think tanks | 11 840 € |
| Prévisionnel 2016 | 60 000 € |
| TOTAL | 1 775 108 € |

Coûts non environnés

APPORTS EN NATURE

| | | |
|----------------------------------|-----------|--|
| CNRS | 82 927 € | Assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'élaboration du cahier des charges de la plateforme d'inscriptions et de gestion de la conférence et le site web associé, puis interface technique avec le prestataire tout au long de la mise en œuvre de la prestation Secrétariat technique - logistique et organisationnel |
| IDDR | 70 000 € | Mise en œuvre des recrutements de personnel international pour la conférence Expertise scientifique, contribution aux activités d'outreach et de communication |
| INRA | 329 199 € | Secrétaire générale Chargé de communication Gestionnaire principal de la conférence : gestion des recettes (perception des droits d'inscription et des subventions des organismes français dont l'établissement des conventions) ; gestion des dépenses (UNESCO, autres prestataires (catering UPMC, hôtesse d'accueil, communication, prestations techniques (site web et plateforme), passation des marchés publics et contrats correspondants, prise en charge des orateurs invités) |
| IRD | 124 371 € | Secrétariat - chargé des partenariats, des chercheurs du Sud et du suivi général du budget |
| Météo-France | 115 000 € | Secrétariat - chargée de mission outreach |
| Université Pierre et Marie Curie | 141 820 € | Hébergement du secrétariat de la conférence (1 ^{er} septembre 2014 – 31 décembre 2015) Mise à disposition des salles et services associés. Accueil de la soirée festive (« social event »). |

LES COMITÉS

Le comité scientifique

- Chris FIELD (*Université de Stanford, Etats-Unis*) – Président
- Philippe CIAIS (*CEA, LSCE/IPSL, France*)
- Wolfgang CRAMER (*CNRS, IMBE, France*)
- Purnamita DASGUPTA (*IEG, Inde*)
- Ruth DEFRIES (*Université de Columbia, Etats-Unis*)
- Navroz DUBASH (*CPR, Inde*)
- Ottmar EDENHOFER (*PIK, Allemagne/GIEC, Etats-Unis*)
- Michael GRUBB (*University College, Londres, Grande-Bretagne*)
- Jean-Charles HOURCADE (*CNRS, France*)
- Sheila JASANOFF (*Harvard Kennedy School of Government, Etats-Unis*)
- Jiang KEJUN (*Université Technologique de Nanyang, Chine*)
- Vladimir KATSOV (*MGO, Russie*)
- Hervé LE TREUT (*CNRS-UPMC, France*)
- Emilio LEBRE LA ROVERE (*Université nationale, Brésil*)
- Valérie MASSON-DELMOTTE (*CEA, LSCE/IPSL, France*)
- Cheikh MBOW (*ICRAF, Kenya*)
- Isabelle NIANG-DIOP (*IRD, Sénégal*)
- Carlos NOBRE (*SEPED/MCTI, Brésil*)
- Karen O'BRIEN (*Université d'Oslo, Norvège*)
- Joe JACQUELINE PEREIRA (*Université Kebangsaan, Malaisie*)
- Shilong PIAO (*Université de Pékin, Chine*)
- Hans OTTO PÖRTNER (*Institut Alfred Wegener, Allemagne*)
- Monika RHEIN (*Université de Brême, Allemagne*)
- Johan ROCKSTRÖM (*Université de Stockholm, Suède*)
- Hans Joachim SCHELLNHUBER (*PIK, Allemagne*)
- Robert SCHOLLES (*Université de Witwatersrand, Afrique du Sud*)
- Pete SMITH (*Université d'Aberdeen, Grande-Bretagne*)
- Youba SOKONA (*Le Centre Sud, Suisse*)
- Jean-François SOUSSANA (*INRA, France*)
- Mark STAFFORD-SMITH (*Agence nationale des sciences, Australie*)
- Thomas STOCKER (*Université de Berne, Suisse*)
- Laurence TUBIANA (*IDDRI, France*)
- Diana ÜRGE-VORSATZ (*Université d'Europe Centrale, Hongrie*)
- Penny URQUHART (*Indépendant Consultant, Cape Town, Afrique du Sud*)
- Carolina VERA (*CIMA, UMI-IFAECI, CONICET-UBA-CNRS, Buenos Aires, Argentine*)
- Alistair WOODWARD (*Université d'Auckland, Nouvelle-Zélande*)

Le comité d'organisation de la Conférence

- Hervé LE TREUT (*CNRS/UPMC*) - Président
- Christine CHARLOT (*INRA*)
- Wolfgang CRAMER (*CNRS/Future Earth*)
- Pascale DELECLUSE (*CNRS*)
- Robert KANDEL (*CNRS/Ecole polytechnique*)
- Franck LECOQ (*AgroParis Tech/CIRED*)
- Benoît MARTIMORT-ASSO (*IRD*)
- Marie RABUT (*INRA*)
- Lucilla SPINI (*ICSU*)
- Marie-Ange THEOBALD (*UNESCO*)
- Stéphanie THIEBAULT (*CNRS*)
- Sébastien TREYER (*IDDRI*)

Le secrétariat

- Claire WEILL, Secrétaire générale (*INRA*)
- Géraldine CHOUTEAU (*Météo-France*)
- Aimie ELIOT
- Aglaé JEZEQUEL
- Gaëlle JOTHAM
- Eve LE DEM
- Ingrid LE RU
- Nadia MERSALI
- Catherine MICHAUT (*CNRS-UVSQ/IPSL*)
- Aline NEHME
- Jeanne POUGET
- Jérémy ZUBER (*INRA*)

Le bureau

- Hervé LE TREUT (*CNRS /UPMC*)
- Jean-François SOUSSANA (*INRA*)
- Claire WEILL (*INRA*)

Le conseil consultatif pour la communication

- Richard BLACK (*Energy and Climate Intelligence Unit*)
- Hunter CUTTING (*Climate Nexus*)
- Owen GAFFNEY (*Future Earth/Stockholm Resilience Centre*)
- Michelle KOVACEVIC (*Communications consultant*)
- Kalee KREIDER (*Fondation des Nations Unies*)
- Jonathan LYNN (*GIEC*)
- Tim NUTHALL (*Fondation du Climat européen*)
- Nicholas NUTTALL (*CCNUCC*)
- Roz PIDCOCK (*Carbon Brief*)
- Charlotte SMITH (*Communications INC*)
- Sue WILLIAMS (*UNESCO*)
- Denise YOUNG (*ICSU*)
- Jérémy ZUBER (*INRA*)



Equipe en charge de l'organisation de la conférence,
10 juillet 2015, UNESCO

Le haut conseil

- Jean JOUZEL (CEA) - Président
- Jean-Pascal VAN YPERSELE (Université Catholique de Louvain, GIEC)
- Claude HENRY (IDDRI, Université de Columbia)
- Future Earth
- Groupe international d'experts sur l'évolution du climat (GIEC)
- International Council for Science (ICSU)
- United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (UNESCO)
- World Meteorological Organization (WMO)
- European Commission - Climate action
- European Investment Bank (EIB)
- The World Bank
- Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt, France
- Ministère de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie, France
- Ministère de l'Education nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, France
- Ministère des Affaires étrangères et du Développement international, France
- Observatoire national sur les effets du réchauffement climatique, France
- Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM), France
- Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD)
- Centre national d'études spatiales (CNES)
- Centre national de la recherche scientifique (CNRS)
- Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA)
- Institut de recherche en sciences et technologies pour l'environnement et l'agriculture (IRSTEA)
- Institut de recherche pour le développement (IRD)
- Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER)
- Institut français des sciences et technologies des transports, de l'aménagement et des réseaux (IFSTTAR)
- Institut national de la recherche agronomique (INRA)
- Météo-France
- Muséum national d'Histoire naturelle (MNHN)
- Alliance nationale de coordination de la recherche pour l'énergie (ANCRE)
- Alliance nationale de recherche pour l'environnement (AllEnvi)
- Alliance nationale des sciences humaines et sociales (Athéna)
- Alliance nationale pour les sciences de la vie et de la santé (Aviesan)
- Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME)
- Agence française du développement (AFD)
- Agence nationale de la recherche (ANR)
- Conférence des présidents d'université (CPU)
- Université Paris Saclay
- Université Pierre et Marie Curie (UPMC)
- Kic Climat
- Institute for Sustainable Development and International Relations (IDDRI)
- International institute for environment and development (IIED)
- Sustainable development solutions network (SDSN)
- The Energy and Resources Institute (TERI)
- Universcience
- Ville de Paris
- Région Ile-de-France



LES PARTENAIRES



Social Event, 9 juillet 2015, Université Pierre et Marie Curie
Thierry Mandon, *Secrétaire d'État chargé de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*

Remerciements. Les organisateurs remercient très chaleureusement les personnes suivantes qui, à côté des membres des comités et au sein des institutions partenaires, ont œuvré à l'organisation de la conférence.

CIRED : Catherine BOEMARE, Yaël SERFATY ; **CNRS** : Agathe EUZEN ; **Future Earth** : Wolfgang CRAMER, Sandrine PAILLARD ; **ICSU** : Denise YOUNG, Gisbert GLASER, Anne-Sophie STEVANCE ; **IDDRI** : Harriet BIGAS, Tiffany CHEVREUIL, Michel COLOMBIER, Lisa DACOSTA, Lucilia TANCHEREAU ; **INRA** : Sophia BANZOUR, Marie-Flore CANEVET, Chris CHAU, Frédéric FÉRON, Claude HERSANT, Glenn GORLIER, Karine GUÉRITAT, Rachel KOUANDA, Christophe MAÎTRE, Hugues MAUVIEUX, Bertrand NICOLAS, Marielle POUGNON, Juliette LOUIS-SERVAIS, Christophe ROCLE, Monique THOMAS, Caroline THOMAS, Arnaud VELDEMANN ; **IRD** : Dominique BOTREL, Danièle CAVANNA, Dominique CAVET, Annabelle MELLOTT, Elisabeth PEREIRA ; **UNESCO** : Yacine ABBAS, Nadia MEDJAHED ; **UPMC** : Françoise BEAUD, Claire LAVAL-JOCTEUR, Arnaud MAGNIN, Mina MELLOULCHI, Blandine MOUTIERS, Irini PALTANI-SARGOLOGOS, Nicolas PLAUDET, Valérie ROGE



Sous le haut patronage de

| |
|---|
| <p>Liberté • Égalité • Fraternité RÉPUBLIQUE FRANÇAISE</p> |
| <p>MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET DU DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL</p> |
| <p>MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE DE L'ALIMENTATION DE LA PÊCHE ET DE LA RURALITÉ</p> |
| <p>MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'ÉNERGIE</p> |
| <p>MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE</p> |

Partenaires internationaux



Partenaires principaux



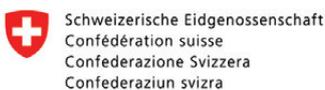
Partenaires officiels



Partenaires



Participation des chercheurs du Sud sponsorisée par



En collaboration avec





OUR UNDER
COMMON CLIMATE
FUTURE CHANGE

